

La gauche radicale aux portes du pouvoir : après la Grèce, l'Espagne ?

Comment Podemos rebat les cartes du paysage politique espagnol

Michael Ehrke

- Podemos ne se définit pas comme le défenseur des droits sociaux, mais – à l'instar de la droite populiste du Nord de l'Europe - comme le représentant des "gens" contre les élites.
- Le parti a été créé par un groupe d'universitaires et d'intellectuels d'extrême gauche, qui ont identifié les lignes de fracture au sein du système politique espagnol et les mettent à profit pour leur propre ascension politique.

Chaque commentaire sur la victoire de Syriza en Grèce est inmanquablement suivi d'une référence à la situation de Podemos en Espagne. Fondé au début de l'année 2014, ce parti (dont le nom se traduit par : "Nous pouvons") a recueilli 1,2 million de voix lors des élections européennes, soit près de huit pour cent des suffrages alors que c'était là son premier scrutin. Depuis, Podemos se retrouve, selon les enquêtes d'opinion, en première, deuxième ou troisième place dans les intentions de vote. Il n'est pas exclu qu'il sorte vainqueur des élections législatives de la fin 2015. Cela constituerait une réédition de la victoire remportée par Syriza en Grèce – mais dans un pays dont la population est cinq fois plus nombreuse et dont le produit national est sept fois plus important que celui de la Grèce.

Michael Ehrke, politologue et sociologue, dirige depuis fin 2013 le bureau de la Fondation Friedrich Ebert (FES) à Madrid. Il travaille pour la FES depuis 1987 et a notamment dirigé les bureaux de Tokyo, Budapest et Belgrade.

Le produit d'une double crise

Podemos est le produit d'une double crise : d'abord, de la crise économique qui touche l'Espagne depuis 2008, et, ensuite, des conséquences sociales d'une politique d'austérité imposée de l'extérieur. Mais Podemos représente aussi une réaction à la crise des institutions espagnoles nées de la transition démocratique (transición) après la dictature franquiste et qui ont marqué l'identité politique de l'Espagne. De cette transition est né un système bipartisan stable, dominé par le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) à gauche et le Parti populaire (PP) à droite. Cette architecture reflétait les fronts de la guerre civile espagnole, sans se focaliser sur le passé, la guerre civile et la dictature.

Pendant les périodes de crise, le bipartisme offrait aux électeurs un moyen simple d'exprimer leur mécontentement : ils pouvaient chasser du pouvoir le parti en place et le remplacer par l'autre grand parti. Le rythme cyclique des crises étant autrefois plus court qu'une législature, le système parvenait globalement à trouver un équilibre entre nécessités économiques, attentes sociales et préférences politiques.

Mais la crise actuelle entre dans sa huitième année. Le mécanisme de l'alternance n'a pas fonctionné. Les deux partis ont eu leur chance. Cette situation a fait naître un besoin de changement radical, qui a d'abord trouvé à s'exprimer en 2011 à travers le mouvement des "Indignés". Après les actions spectaculaires de l'année 2011, ce mouvement spontané de la jeunesse a disparu des unes des journaux. Mais il n'a pas pour autant disparu de la réalité.

Podemos revendique la succession des "Indignés". Le nouveau parti a repris à son compte l'idée maîtresse de la confrontation entre "les gens" (la gente) et l'oligarchie politique dominante (la "caste"). Mais à la différence du mouvement des "Indignés", Podemos devient un parti politique en mars 2014 et prend part aux élections européennes. Surpris par son bon score et par sa montée en puissance dans les sondages, Podemos s'est depuis organisé et structuré lors d'une assemblée constitutive. En réalité, ce parti ressemble aujourd'hui beaucoup aux autres partis du paysage politique espagnol.

La ligne politique : un flou savamment entretenu

Pendant la campagne des élections européennes, Podemos demandait encore l'arrêt du remboursement de la dette, la mise en place d'un revenu universel et la retraite à 60 ans. Dans le programme économique rédigé pour le parti à l'automne 2014, l'âge de départ à la retraite est en revanche relevé à 65 ans. La suspension du remboursement de la dette a cédé la place à une renégociation. Tout le programme a été présenté comme "social-démocrate". Étonnamment, le parti a réagi de manière bien terne au projet de la droite réactionnaire de modification de la législation sur l'avortement (projet abandonné depuis). Globalement, les porte-paroles de Podemos évitent de situer le parti sur un axe droite-gauche. Selon son secrétaire général Pablo Iglesias, la distinction entre droite et gauche est secondaire par rapport à l'opposition entre "le haut et le bas". Le parti ne se définit pas comme le défenseur des droits sociaux, mais – à l'instar des partis populistes de droite du Nord de l'Europe – comme le défenseur des "gens" contre les élites.

Cette posture populiste du parti contraste avec les positions de ses porte-paroles, qui se situent nettement à gauche et ne le nient pas, et dont l'apprentissage politique s'est fait dans le giron du Parti communiste et du mouvement antimondialiste. Ils affichent ouvertement leurs sympathies à l'égard de Syriza et ont rejoint la famille des partis de la Gauche Unitaire au Parlement européen.

Ces oscillations entre des positions populistes et celles de la gauche classique renvoient aux origines latino-américaines de quelques-uns des porte-paroles, qui ont été conseillers de Hugo Chavez au Vénézuéla, de Rafael Correa en Équateur et d'Eva Morales en Bolivie. Le directeur de campagne de Podemos, Iñigo Errejón, est notamment l'auteur d'une thèse sur le mouvement d'Eva Morales en Bolivie.

Les fluctuations dans l'attitude de Podemos, sa volonté délibérée de renoncer à un programme clair et à une idéologie identifiable, pourraient être le fruit d'un calcul simple : la vacuité de ses positions diminue le risque de heurter les électeurs potentiels. Il est frappant d'entendre les porte-paroles employer un langage proche de celui des néo-populistes d'Amérique latine. Ainsi, Podemos utilise des termes tels que « patrie » et « dignité », des

mots dont la dictature franquiste a fait un usage surabondant mais qui ne sont, en réalité, plus en vogue en Espagne. Le journaliste britannique John Carlin a fait observer dans le quotidien El País que le discours politique de Podemos rappelait une croisade morale et avait des connotations indirectement religieuses. Selon lui, Podemos s'adresse « au cœur plutôt qu'à l'intellect ». La « caste », ce sont les « pharisiens ». Podemos s'attellerait à présent, comme Jésus en son temps, à chasser les changeurs et les marchands du temple. Dans un pays post-religieux, mais qui reste marqué par des traditions religieuses fortes, cette image peut tout à fait avoir un certain impact politique.

Démocratie de base et culte de la personnalité

Dans un premier temps, Podemos a semblé s'organiser radicalement selon les principes de la démocratie de base. Les unités de base étaient constituées en « cercles » locaux ouverts, auxquels pouvaient participer tous ceux qui possédaient une adresse électronique. Il existe aujourd'hui plus d'un millier de ces cercles ouverts. Via les réseaux sociaux, Podemos a notamment organisé le processus complexe de désignation des candidats pour les élections européennes.

Depuis l'assemblée constitutive de l'automne 2014, une organisation formelle du parti est venue se superposer à ce réseau ouvert. Podemos tirant ses ressources du financement participatif (crowd-funding), les adhérents ne versent pas de cotisation. Fort de ses 210 000 membres, Podemos compte aujourd'hui plus d'adhérents que le PSOE. Le parti s'est également doté d'une structure de direction : un secrétaire général – Pablo Iglesias – et un "conseil de coordination" composé de 10 à 15 membres. Ce conseil n'est pas élu mais désigné par le secrétaire général – ce qui a suscité certaines critiques au sein du parti. Le conseil de coordination, qui n'a en principe pour fonction que d'apporter un soutien technique au secrétaire général, réunit les principales personnalités non officielles de Podemos. Vient ensuite un "conseil citoyen", composé de 81 membres. Il s'agit d'une instance de contrôle, qui doit se réunir au moins une fois par trimestre. Au plan formel, l'organe suprême du parti est "l'assemblée citoyenne", pour laquelle il n'est pas prévu de délégués. Chaque membre de Podemos peut directement prendre part aux décisions.

Les statuts de Podemos prévoient la possibilité de démettre des permanents de leurs fonctions et d'organiser des référendums internes qui peuvent se dérouler par vote électronique. Même si ces statuts contiennent donc des éléments propres à une démocratie de base, le contraste est flagrant entre ces principes et les structures réelles de direction du parti.

Podemos est pour l'essentiel l'œuvre d'un groupe de professeurs d'université et d'intellectuels d'extrême gauche issus de la faculté des sciences politiques de l'Université Complutense. Il s'agit d'un groupe de jeunes entrepreneurs de la politique ayant suivi les meilleures formations et disposant d'une grande expérience à l'international. Ils ont identifié les lignes de fractures au sein du système politique espagnol et les ont mises à profit pour leur ascension politique. Le contraste entre les principes de la démocratie de base et la réalité du parti est particulièrement frappant quand on observe le rôle prééminent du secrétaire général. Plutôt qu'un logo du parti, c'est son portrait qui apparaissait sur les bulletins de vote aux élections européennes. Ce culte de la personnalité est le fruit d'un calcul : avant les élections européennes, Iglesias, à la fois animateur et invité d'émissions politiques à la télévision, était le seul visage connu du parti. Il doit demeurer le visage de Podemos. Plus encore : grâce au conseil de coordination tenu par ses partisans, c'est lui qui contrôle l'organe le plus puissant du parti. Bien que cette situation risque d'écorner l'image d'exemplarité que le parti revendique en termes de démocratie interne, Podemos s'en accommode jusqu'à présent.

Des coalitions inconfortables

Si les sondages d'aujourd'hui devaient être les résultats électoraux de demain, la formation du prochain gouvernement espagnol pourrait s'avérer difficile. L'Espagne aurait alors trois partis de force à peu près égale, qui obtiendraient chacun moins de trente pour cent des suffrages et pourraient difficilement former une coalition. Une coalition entre le PSOE et Podemos est peu vraisemblable, mais pas totalement exclue. Bien que Podemos considère le PSOE comme un "parti du système", ses porte-paroles semblent entretenir une certaine sympathie pour les militants socialistes de base et une reconnaissance (limitée) pour l'apport historique des socialistes dans la victoire sur la dictature

franquiste. Une grande coalition entre le PSOE et le PP est peu probable, compte tenu de la rigidité ultraconservatrice de la droite espagnole, cette grande coalition plaçant en outre le PSOE dans une situation inconfortable : elle ferait de Podemos le principal parti d'opposition, qui aurait alors beau jeu de dénoncer la "caste du PPSOE". Quant à une coalition entre Podemos et le PP, elle semble totalement exclue.

Comme Syriza, Podemos est une réponse post-marxiste de la gauche populiste à la crise européenne. Pour Podemos, l'issue de la confrontation entre le gouvernement de Syriza et les créanciers d'Europe du Nord sera capitale. Si Alexis Tsipras tient au moins quelques-unes de ses promesses électorales, trouve avec les créanciers un accord acceptable pour la Grèce et parvient à imposer des réformes qui ne se fassent plus aux dépens des plus pauvres, Podemos en tirera automatiquement profit. Si Tsipras échoue, Podemos perdra beaucoup de son attrait.

Pour autant, Podemos reste un phénomène purement espagnol, non seulement parce qu'il puise dans le néo-populisme latino-américain, mais aussi et surtout parce qu'il assimile la "caste" au "régime de 1978" et en fait son adversaire politique. Le succès de Podemos montre que le système politique espagnol, caractérisé par la "transición", touche à sa fin. Pourtant, le mérite de ce système est précisément d'avoir fait émerger en tant que force d'opposition frontale Podemos – plutôt que l'obscur populisme de droite xénophobe et anti-européen observé dans le Nord de l'Europe.

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas nécessairement la position de la FES

Responsable de la publication :
Stefan Dehnert, directeur du bureau parisien
de la FES

Publications à télécharger sur le site
www.fesparis.org:

[Transition énergétique : Une opportunité nouvelle pour la coopération franco-allemande?](#)

par **Andreas Rüdinger**

[Regards croisés franco-allemands sur la situation économique et les relations franco-allemandes](#)

Enquête d'opinion franco-allemande réalisé par IFOP pour la Friedrich-Ebert-Stiftung et la Fondation Jean-Jaurès

[Alternative für Deutschland \(AfD\): un parti populiste de droite?](#)

par **Marcel Lewandowsky**

[Espagne: le PSOE après les élections européennes](#)

Par **Michael Ehrke** et **Carlos Iribarren**

[Le Front National - une droite radicale française?](#)

par **Jean-Yves Camus**